

[aller au menu](#) [aller au contenu](#) [accessibilité](#)

patrimoine.



- [Facebook](#)
- [Instagram](#)

[Billetterie](#)

- [*Recherche*](#)
- [Anita Conti](#)
- [Expositions](#)
- [Histoire](#)
- [Archives en ligne](#)
- [Images en ligne](#)
- [Incontournables](#)
- [Billetterie](#)

1. [Accueil](#)
2. [Histoire](#)
3. [Guerres](#)
4. [Première Guerre mondiale](#)
5. [Vie quotidienne](#)
6. Economie et rationnement

Economie et rationnement



Billet de un franc de la Chambre de commerce de Lorient

EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

Les Vainqueurs de la Marne (1914-1918)



G^{én} DE LANGLE DE CARY

né à Lorient (Morbihan)

Commandant d'Armée

Bataille de la Marne, 1914.

Emprunt de la libération - Général de Langle de Cary



Billet de la Banque de France pour le Versement d'or pour la défense nationale

L'économie : n'oublie pas de souscrire pour la Victoire !

Pensant que la guerre sera courte, la France est amenée à revoir sa politique économique à la fin de l'année 14 et mettre en place une économie de guerre.

L'Etat devient interventionniste par une propagande appelant au patriotisme (mise en place de journées patriotiques) et à la lutte pour le bien commun ainsi que par des réquisitions (entreprises, bâtiments privés...).

Face à un déficit croissant, la France emprunte auprès de ses citoyens mais aussi à l'étranger. Tout est mis en œuvre pour vaincre l'adversaire et subvenir aux besoins (nourriture, armes, main-d'œuvre).

En septembre 1914, l'Etat émet les premiers bons de défense nationale avec intérêt. Leur émission est faite pendant toute la durée de la guerre à un montant qui dépasse largement leur remboursement. Cette création monétaire d'urgence contribue à alimenter une « *inflation de guerre* ».

En 1915, un emprunt national dit « *perpétuel* », c'est-à-dire non remboursable mais avec des conditions favorables, est lancé. Quatre de ce type sont émis à intervalle régulier durant la guerre. Les recettes totales atteignent 201 milliards de francs pour une dépense de 223 milliards durant le conflit. Parallèlement une « *campagne de l'or* » est lancée. Il est demandé aux Français de céder leur or à l'Etat afin de reconstituer les réserves. En échange, des billets de banque sont remis ainsi qu'un reçu attestant du civisme du déposant.

La Chambre de commerce de Lorient émet à partir de septembre 1915 de la monnaie de nécessité pour tout le département. Les coupures sont imprimées à Rennes et illustrées par les armoiries des six principales villes du Morbihan.

La perte de valeur du Franc va progressivement ruiner la population. La France emprunte aussi à l'étranger, auprès des Etats-Unis et de la Grande Bretagne. Elle se trouve en grande difficulté à la fin de la guerre compte tenu de l'importance des remboursements.

Il est aussi demandé aux Français de soutenir l'Etat par le travail. Le 17 août 1915, la Loi Dalbiez précise l'effort de guerre. Elle a pour but de contrer « *l'embuscomanie* » afin de récupérer de la main-d'œuvre. Pour aider à l'effort de guerre, l'impôt sur le revenu est mis en place en 1916.

Le rationnement

Dès la première année de guerre, le manque d'aliments et d'articles apparaît en raison d'une baisse à la fois des productions et des surfaces cultivées, et des difficultés d'acheminement.

Le ravitaillement des soldats est prioritaire, les autorités réquisitionnent les denrées lorsque celles-ci manquent sur le marché libre. Les privations affectent le moral des Français. Le rationnement du pain, base de l'alimentation, est prévu dès 1915.

La mise en place de tickets de rationnement permet un approvisionnement et une répartition équitables des denrées. Les Français sont classés en catégories selon leur âge, leur profession, etc. Les aliments de première nécessité voient leurs prix multipliés par trois durant la guerre. Le marché noir se déploie et ceux qui possèdent un peu de terre cultivent ou élèvent des animaux pour subvenir à leurs besoins.

Grâce à son port, la ville de Lorient ne ressent le manque de nourriture qu'à la fin de la guerre. Cependant, les Lorientais se plaignent rapidement du coût de la vie. En 1914, un fourneau économique destiné à nourrir les plus démunis touchés par la guerre est ouvert. Deux ans après, la municipalité fixe le prix maximum de la viande et de la charcuterie pour empêcher l'envolée des prix.

Fin janvier 1917, la Ville décide d'utiliser les terrains communaux inexploités ou ceux des particuliers pour y planter des pommes-de-terre. Faciles à cultiver, elles sont estimées aussi indispensables que le pain. Les tickets de rationnement sont mis en place à Lorient à partir de décembre 1917. Les achats de pain, de pétrole puis de charbon sont successivement réglementés. Les tickets sont distribués ou mis en vente chez les marchands. En 1918, à l'exemple de Rennes, Lorient décide de créer une boucherie municipale, rue Paul Bert, afin d'apporter plus de régularité dans le marché de la viande et de faire réduire les cours.



Horaires d'ouverture

Hôtel Gabriel

Fermeture de l'Hôtel Gabriel pour travaux.

Les jardins de l'Hôtel Gabriel restent ouverts.

**La salle de lecture des Archives municipales est ouverte, sur rendez-vous uniquement,
du mardi au jeudi après-midi, de 14h à 17h.
02 97 02 23 29 - archives@lorient.bzh**

[Contacter le Patrimoine](#)

[Contacter les Archives municipales](#)

Kiosque



© 2018 - Site officiel des Archives et du patrimoine de la Ville de Lorient

- [Plan du site](#)
- [Données personnelles](#)
- [Mentions légales](#)
- [Contact](#)

- [Imprimer](#)

- [PDF](#)
- [Partager](#)
[Facebook](#)[Twitter](#)[Addthis](#)

[Retour en haut](#)